

# **L'U.A.S. et la STRATEGIE OUVRIERE**

## **LE GAULLISME ET LA CLASSE OUVRIERE**

L'avènement du gaullisme en France a illustré et concrétisé une défaite qui pèse sur la classe ouvrière depuis 36 et 45 et que les mouvements de 53 et 55 n'ont pu surmonter à cause de l'orientation des directions ouvrières et de la faiblesse des organisations révolutionnaires.

En figeant les rapports de classes par un réseau de lois, décrets, réformes progressives restreignant les libertés démocratiques du système parlementaire classique, le gaullisme a approfondi la crise de la classe ouvrière. Après le temps d'arrêt marqué par la grève des mineurs de 63, pouvoir et patronat ont pu battre des travailleurs de Nantes, Vénissieux, Sochaux à l'issue de luttes âpres et isolées.

Mais l'objectif du gaullisme est la liquidation des organisations syndicales par leur intégration à l'Etat, notamment dans le cadre du Plan, et la réalisation de l'association capital-travail à l'échelon de l'entreprise.

C'est ainsi, à cette étape de son développement, que l'Etat bourgeois de plus en plus centralisé, monopolisateur, s'efforce de résoudre sur le dos des travailleurs, les problèmes que pose la prolongation du capitalisme en France. Les mêmes causes entraînant d'ailleurs les mêmes effets dans la plupart des vieux pays d'Europe, quel que soient les gouvernements en place.

## **L'ATTITUDE DES ORGANISATIONS OUVRIERES PACE A CETTE OFFENSIVE**

Devant cette situation nouvelle, les appareils des organisations ouvrières n'ont pas réagi uniformément. Le P.C.F. et la C.G.T. ont jeté un voile sur le problème de l'intégration, se contentant d'une critique verbale de la *"politique anti-sociale du pouvoir gaulliste"*, tant en approuvant de plus en plus ouvertement *"certains aspects positifs"*, notamment la politique extérieure de De GAULLE. L'appareil du P.C. et de la C.G.T. s'est efforcé d'user la combativité ouvrière dans d'innombrables grèves tournantes qu'il prétend être, paradoxalement la meilleure préparation au mouvement d'ensemble. De plus, le P.C. et la C.G.T. en réclamant *"davantage de pouvoirs aux Comités d'entreprise"*, une place dans les organismes du Marché commun en participant aux organismes de planification régionaux et nationaux et en justifiant cette participation, favorisent en fait le processus d'intégration des syndicats à l'Etat.

Les motivations de cette politique se situent évidemment dans le cadre de la *"coexistence pacifique"* et des rapports entre De GAULLE et le Kremlin.

La C.F.D.T. - C.F.T.C. a trouvé dans l'avènement du gaullisme et selon ses propres termes, *"des circonstances historiques"* pour réaliser son programme. Avec un style gauchiste et toutes les prudenances nécessaires, elle applique à la lettre le programme social de l'Eglise, réaffirmé dans les dernières encycliques, et qui aboutit à l'instauration du système corporatiste. Par la pratique de l'unité d'action dans les grèves tournantes et catégorielles, et par de nombreuses déclarations, la C.G.T. a facilité le développement de la C.F.D.T.-C.F.T.C. et lui a décerné un brevet d'authenticité ouvrière.

Les syndicats réformistes F.O. et F.E.N. n'avaient pas les mêmes raisons d'accepter ou de rechercher

l'intégration des syndicats. C'est, en partie, l'explication de leurs réactions (dont le 11-12-64) face aux initiatives du pouvoir. D'autre part, la survivance de traditions démocratiques ont permis aux révolutionnaires de poser clairement les problèmes à toutes les instances syndicales. Toutefois, à mesure que se rétrécit leur marge de manoeuvre et que s'impose la chose entre l'intégration et la rupture ouverte avec le pouvoir, les directions réformistes effectuent des pas vers l'intégration: en participant aux nouveau C.O.D.E.R. dans le cadre de la réforme administrative, en approuvant la réforme des Comités d'Entreprise, en justifiant leur participation à la planification par la recherche d'amendements et d'améliorations du Plan, par la signature de plus en plus répandue d'accords "maison", à l'échelon des entreprises, au même titre que la C.G.T. et la C.F.D.T.

## **L'ATTITUDE DES REVOLUTIONNAIRES**

### **1- La tentation du repli:**

Dans cette situation particulièrement difficile la tentation peut être forte pour certains de délaisser les syndicats et de se replier uniquement sur leurs groupes au partis affinitaires. Ce serait une double erreur: d'abord parce que cette désertion priverait la masse des travailleurs des explications que peuvent encore leur donner les révolutionnaires là où subsistent des règles démocratiques; ensuite parce que des groupes révolutionnaires coupés des syndicats ouvriers traditionnels risqueraient au lieu de se développer, de dépérir comme des groupes académiques, corps morts, sans contacts réels avec la classe qu'ils prétendent défendre. Les seules limites à cette présence militante dans les syndicats seront fixés par la transformation des syndicats formellement indépendants de l'Etat en syndicats organiquement intégrés à l'Etat, et corollairement par la suppression de la démocratie ouvrière à l'intérieur de ces syndicats.

### **2- Un programme minimum:**

Le programme que nous devons défendre à l'intérieur des syndicats devrait donc porter sur les principaux points suivants qui sont solidaires i

- lutte contre l'intégration,
- lutte pour le maintien de la démocratie syndicale,
- campagne pour l'action directe généralisée (dénonciation des "voies de garage": élections, grèves tournantes),
- soutien des actions partielles (mais totales) sur objectifs limités et accessibles (ex: conditions de travail),
- défense des anciennes conquêtes tels que Comités Paritaires (pour la défense du personnel et non pour co-gestion),
- pour les accords collectifs d'établissement sans clauses d'association capital-travail, contre les Accords d'entreprises avec clauses restrictives du droit de grèves,
- défense laïque avec perspective de "socialisation de l'Enseignement",
- internationalisme prolétarien à l'opposé des politiques de blocs d'Etats, de leurs traités, et des campagnes alibis "pour la Paix".

### **3- Vers un regroupement:**

Autour de ce programme, qui est simplement le programme de défense du syndicalisme, et doit préserver les perspectives révolutionnaires d'expropriation du capitalisme et de gestion directe inscrite à la Charte d'Amiens, peuvent se regrouper des travailleurs de toutes tendances, y compris des militants réformistes, y compris des travailleurs communistes ou socialistes, ou même certains syndiqués à la C.F.D.T.

Les difficultés de ce regroupement ne doivent, pas conduire à des erreurs tactiques qui seraient

exploitées pour nous faire paraître aux yeux des travailleurs comme des éléments dont les intérêts sont étrangers aux leurs.

Il est utile de rappeler d'abord que si le pouvoir a été amené jusqu'alors à ruser plus qu'à frapper, à rechercher une intégration lente et insidieuse plutôt que rapide et brutale, c'est que ce délai lui a été imposé par les résistances qu'il a rencontrées et auxquelles les révolutionnaires ont incontestablement contribué. Ce délai qui est en partie notre fait doit être utilisé en tenant compte de l'attachement contradictoire des travailleurs aux appareils dont l'orientation les déroutent mais qu'ils considèrent néanmoins comme la direction de leurs partis et syndicats. Et il serait erroné de croire qu'ils peuvent aujourd'hui considérer comme une direction de rechange des groupes révolutionnaires dont ils attendent qu'ils fassent d'abord leur preuve.

C'est pourquoi les révolutionnaires doivent comprendre l'intérêt primordial de leur expression par le canal officiel des publications et réunions syndicales, et user au maximum de toutes les possibilités démocratiques avant d'en arriver à l'utilisation de leurs propres moyens d'expression.

Il en est de même pour les réunions de travailleurs en dehors des instances syndicales, qui doivent être organisées avec prudence et rester occasionnelles, là où des circonstances locales peuvent les justifier aux yeux des travailleurs.

## **CONTRIBUTION AU DEBAT SUR LA QUESTION DE L'UNITE:**

Ainsi, sur la base d'un programme accessible à tous les travailleurs et répondant de façon précise aux questions posées par la situation, les révolutionnaires doivent être présents, au cœur de tous les débats qui s'instaurent dans les syndicats, y compris celui de l'Unité que le PCF et la CGT suscite aussi bien sur le plan politique que syndical.

### **1- L'Unité des bureaucraties:**

Sur le problème de "l'unité" ou de la "division des forces de gauche", les révolutionnaires doivent avoir eux-mêmes des idées claires.

Constatons d'abord qu'une Unité de fait se trouve déjà réalisée dans la participation aux commissions du Plan, elle vient de se renforcer dans l'approbation de la réforme des Comités d'entreprise. Ce n'est pas par manque d'unité entre les appareils que les ouvriers de Sochaux, Vénissieux et Nantes ont été battus. En 63, la fin de la grève des mineurs avec l'appel à l'arbitrage d'un Comité des Sages s'est réalisé dans l'Unité. Si le 11 décembre 64 n'a pas été décidé dans l'unité, par contre, il y a eu Unité parfaite les 27 et 28 janvier. Et c'est en rupture avec l'Unité que les U.D. F.O. de Loire Atlantique et de l'Hérault refusèrent de participer aux Comités d'expansion régionaux.

### **2- Les buts et les dangers de la tentative du PC:**

L'Unité que cherche promouvoir l'appareil du PCF et de la CGT c'est l'unité des appareils contre les mouvements d'ensemble (ne seraient-ils que de l'importance du 11-12-64), c'est l'unité pour l'essoufflement de la classe ouvrière dans les grèves tournantes, c'est l'unité vers l'intégration dans les nouveaux Comités d'entreprise, et demain dans la "Section syndicale d'entreprise" légalisée, qui peut effectivement réaliser l'unité syndicale comme tous les systèmes corporatistes l'ont réalisée sans l'autorité de l'Etat.

Il va de soi que cette unité a pour objectif, en même temps que l'étouffement des dernières résistances des réformistes face à l'intégration, la suppression des survivances démocratiques qui permettent une influence des révolutionnaires. Au nom de l'Unité sacrée, seront justifiés tous les coups que l'appareil du PC n'a pu asséner jusqu'alors aux révolutionnaires militants ailleurs qu'à la CGT.

Ainsi, les révolutionnaires ne peuvent répondre par oui ou par non au slogan de l'Unité comme on répondrait à un questionnaire. Ils doivent s'efforcer d'éviter aux travailleurs d'avoir à y répondre de cette façon.

Certes, si les révolutionnaires disposaient d'une organisation telle que la CGTU en 1921, ils auraient été les premiers à réclamer le Front Unique autour de leur programme.

En 1965, il n'y a pas de C.G.T.U., il n'y a même pas (sauf chez les enseignants) de tendance syndicaliste révolutionnaire organisée. Il y a la C.G.T., la C.F.D.T., F.O. et la F.E.N., dont les appareils s'orientent tous, bien que de manières différentes vers l'intégration.

Or, qui dit Front Unique, dit forcément Unité de ce qui existe c'est à dire C.G.T., C.F.D.T., F.O. et F.E.N., ou plus précisément, dans une situation où n'apparaît aucune possibilité présente de débordement des appareils, renforcement du poids des appareils unis contre la classe.

En reprenant à leur compte le mot d'ordre stéréotypé de Front Unique ouvrier, dans l'intention louable de lui redonner une signification de classe, non seulement les révolutionnaires n'auraient rien clarifié, mais se retrouveraient bien vite enfermés, submergés par le slogan de la C.G.T., devant l'incompréhension méritée de la masse des travailleurs.

### **3- Il faut clarifier la situation:**

Ce n'est pas parce qu'il a connu ses heures de gloire, dans une situation absolument différente, que le slogan Front Unique doit correspondre aujourd'hui aux intérêts de la classe. Refusant de céder à la riserie des mots, et avec une conscience exacte de leur force, les révolutionnaires doivent répondre que les conditions du Front Unique importent plus que le Front Unique, que la nature du Front Unique dépend essentiellement de l'orientation de ses composantes, que le programme passe avant le regroupement, et qu'aujourd'hui un mot d'ordre tel que "*le retrait des organismes du Plan*" supprime et conditionne celui de front unique.

Telle doit être l'attitude des révolutionnaires face à la tactique de la C.G.T. Elle a le mérite de correspondre à la réalité, avec laquelle on ne saurait tricher.

-----

### **CONCLUSION:**

Un tel programme de "défense du syndicalisme", qui suppose en toute logique la présence militante des révolutionnaires à l'intérieur des syndicats, parviendra-t-il à regrouper une tendance syndicaliste révolutionnaire? L'évolution de la situation lui apportera-t-il des ralliements spectaculaires, ou au contraire nous contraindra-t-elle à remplacer ce programme par la dénonciation d'un syndicalisme intégré avec lequel nous aurons rompu tous les liens? L'évolution de la situation sera-t-elle longue ou rapide et de quels délais disposerons-nous?

Poser ces questions, auxquelles personne ne peut encore répondre, n'infirme en rien la validité de ce programme, et l'inéluctable nécessité de le défendre aujourd'hui dans les syndicats; pour l'heure présente il n'y a pas d'autre choix.

-----

Ce qui est vrai c'est que ce programme minimum ne suffira pas à rallier toute une catégorie de travailleurs déçus par les appareils, et parfois les plus conscients, qui attendent de nous d'autres réponses et d'autres perspectives capables de susciter leur enthousiasme.

A l'intention de ces travailleurs l'U.A.S. développera de façon systématique les thèses toujours jeunes du socialisme libertaire, auxquelles l'évolution économique et politique apporte une justification grandissante.

-----